

ARRETE N° ARI_2026_509

Direction Générale des Services

Réf. : AZ/CR/CS/MR

Nomenclature : 6.1.3

ARRETE TEMPORAIRE :
PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION SUR LES RUES DE LA PAIX ET FREDERIC MISTRAL POUR L'ENTREPRISE INEO INFRACOM (MANDATEE PAR LA COMMUNE DE BOLLENE) EN VUE DE TRAVAUX DE SECURISATION DE LA VOIRIE PAR LA POSE D'UNE CAMERA EN FACADE A L'AIDE D'UN CAMION EQUIPE D'UNE NACELLE, LE 14 SEPTEMBRE 2026

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par l'arrêté du 13 juin 2022,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu le marché public du 1^{er} octobre 2025, relatif à la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage,



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2026_509

Vu la demande présentée par laquelle l'entreprise INEO INFRACOM (demeurant 90, rue du clos Saint-Nicolas – 8400 AVIGNON) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation de travaux de sécurisation de la voirie par la pose d'une caméra en façade à l'aide d'un camion équipé d'une nacelle, le lundi 14 septembre 2026, de 7h à 14h.

Considérant que des travaux situés à l'angle des rues de la Paix et Frédéric Mistral nécessitent que l'entreprise INEO INFRACOM (mandatée par la Commune de Bollène) prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

ARTICLE 1 – Le lundi 14 septembre 2026, de 7h à 14h, le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur les rues de la Paix et Frédéric Mistral dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 – Le stationnement et le dépassement des véhicules légers et poids lourds sont interdits sur la zone des travaux, qui sera barrée à la circulation.

– réservation des trois places de stationnement sur la rue Frédéric Mistral selon la photographie jointe.

Le responsable des travaux devra prendre toutes mesure de protection et de signalisation nécessaires afin d'assurer la lisibilité, la propreté et la sécurité du chantier, ainsi que la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) de jour comme de nuit.

Signalisation :

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier. **Les travaux nécessitent la fermeture d'une partie de la rue Frédéric Mistral depuis la rue de la Paix jusqu'à son intersection avec la rue Marianne Basch.**

L'entreprise mettra en place la signalisation suivante :

– un panneau de type KC1 « route barrée » sur la rue Frédéric Mistral à ses intersections avec les rues la Paix et Marianne Basch.

– un panneau de type KD22 « déviation » sur la rue de la Paix à son intersection avec la rue Anatole France.



ARRETE N° ARI_2026_509

La rue Frédéric Mistral sera rendue à la circulation dès l'achèvement des travaux.

Déviation : Depuis la rue de la Paix par la rue Anatole France puis la rue Marianne Basch.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être permanente et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité.

Au cas où certains panneaux de signalisation permanents devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

ARTICLE 3 – Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

ARTICLE 5 – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2026_509

ARTICLE 10 – Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié selon la réglementation en vigueur, seront constatées par procès verbaux transmis aux tribunaux compétents et sanctionnées conformément à la loi.

ARTICLE 11 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 12 – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 11 SEPT 2026



Anthony ZILIO

Maire de Bollène

Reçu en Préfecture le :
Affiché le : 11/09/2026
Notifié le :
Exécutoire le :



11 Rue Frédéric Mistral
Boulonnais - Picardie - France
Google Street View

map 2025

[View more data](#)

